



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » :
réalisation des objectifs stratégiques, mesures
à prendre dans les domaines critiques
et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par Ifendu for Women's Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

*E/CN.6/2011/1.



Déclaration*

Ifendu for women's development est une organisation non gouvernementale basée à Enugu (Nigéria), dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 2010. Elle a été créée en 2004 dans le sillage de travaux novateurs effectués par une congrégation de femmes, qui ont ouvert aux femmes l'accès au monde jusqu'alors très fermé de l'éducation formelle au Nigéria depuis les années 1920. Il est apparu de plus en plus que, si de nombreuses nigérianes avaient bien reçu une éducation scolaire formelle, l'éducation formelle à elle seule, non accompagnée d'une évolution correspondante des perceptions et attitudes négatives de la société envers les femmes, n'allégeait pas pour autant la charge culturelle, sociale et économique qui pèse sur les femmes (Uchem, *Overcoming women's subordination*, p. 251). Dans un monde où la société accorde à un « homme » de trois ans une place dans la société et une dignité humaine plus importantes qu'aux femmes de 30 ans au nom de la culture et de la tradition, Ifendu cherche à éduquer le public de manière que soient abattues des structures culturelles et autres injustes, qui empêchent les femmes de réaliser leur plein potentiel humain. Ifendu a pour mission de promouvoir la pleine participation des femmes à tous les aspects de la vie, en partenariat égal avec les hommes.

Ifendu affirme que l'éducation a un rôle central à jouer dans l'autonomisation des femmes et de la société dans son ensemble. Dans le cadre d'ateliers de formation et par la diffusion de publications, Ifendu promeut des messages sur la qualité de vie des femmes et soulève des questions sur ce qui attend les femmes une fois qu'elles ont terminé, avec succès, des études supérieures. Par exemple : dans quel climat social, économique et culturel les femmes bénéficiaires de notre système d'éducation seront-elles accueillies ? Leur qualité de vie sera-t-elle en quoi que ce soit différente sur les plans social, culturel et économique de celle d'autres femmes qui n'ont pas fait d'études ? Seront-elles à l'abri des discriminations culturelles et traditionnelles que la société réserve aux femmes ? Les réponses à ces questions n'ont guère été positives.

La presse écrite et les médias électroniques de même que l'industrie des loisirs et le secteur publicitaire définissent ce que l'on entend par une bonne ou une mauvaise femme, ce à quoi viennent s'ajouter les messages pernicieux promus dans les sermons prononcés du haut de la chaire. Les médias par exemple feront visuellement passer le message de femmes restant au foyer, qui sont vues accueillant leur mari le soir au retour du travail. Une telle image ne correspond pas à la réalité de nombreuses femmes, qui pourtant ont une vie familiale. La plupart des femmes nigérianes sont activement engagées en dehors de la maison, soit qu'elles aient un emploi rémunéré, soit qu'elles soient occupées à des travaux agricoles, soit encore qu'elles fassent du commerce sous un soleil brûlant. Dans de nombreux cas, elles sont la principale source de revenus du foyer. De plus, les femmes qui occupent des postes de direction élevés sont souvent représentées comme de mauvaises femmes de même que dans les sermons, qui eux aussi qualifient la femme qui ne prépare pas le repas du soir pour son mari de mauvaise femme. Ces déclarations ont pour effet de réprimer de manière subliminale les femmes qui ont l'ambition de parvenir à des postes de haut niveau même lorsque l'appui de l'époux est assuré. Ces considérations correspondent au thème de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, qui est d'élargir « l'accès et la participation des femmes à l'éducation, à la formation, à la science et à la

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein emploi et à un emploi décent ». Elles vont de pair avec la question de la reconnaissance de modèles : le succès ou l'échec des femmes pionnières encouragera ou non les autres femmes et filles à porter leur regard plus haut.

Ifendu souscrit à l'observation présentée sur le rapport du débat en ligne 2010 sur les femmes, l'éducation et l'emploi, selon laquelle « le relèvement du niveau d'éducation des femmes et des filles à travers le monde » ne se traduit pas nécessairement par une amélioration des possibilités d'emploi. Il en va ainsi non seulement des femmes qui résident dans leur propre pays mais aussi des femmes migrantes, notamment des Africaines de la diaspora. Il arrive que des femmes titulaires de diplômes supérieurs obtenus dans le pays où elles vivent ne puissent trouver qu'un emploi dans le service social, sans rapport avec le sujet de leurs études. De tels faits vont à l'encontre des efforts entrepris pour élargir « l'accès et la participation des femmes à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein emploi et à un travail décent ».

Cette situation est compliquée du fait des pratiques auxquelles peuvent avoir recours les sociétés de recrutement, qui n'accordent que des contrats à court terme, réduisent les effectifs, mettent du personnel à pied ou déplacent leurs activités vers des régions ou des pays où la main-d'œuvre est moins chère, où les taxes sont moins élevées ou inexistantes. Cette tendance s'est accusée sous l'effet de la mondialisation, jetant les familles en nombre de plus en plus élevé dans la pauvreté. Les femmes et les filles sont les plus durement touchées par ces évolutions.

Compte tenu des observations qui précèdent, Ifendu recommande :

Que, outre les excellents programmes entrepris actuellement par de nombreux gouvernements nationaux pour améliorer le bien-être et la condition des femmes, les gouvernements et les entreprises soient tenus de faire rapport sur les mesures qu'ils ont prises ou qu'ils prennent actuellement dans le but de :

- Réglementer ou réduire les représentations des femmes dans l'industrie des loisirs et le secteur publicitaire ainsi que dans la presse écrite et les médias électroniques, qui renforcent les stéréotypes sexistes, ce qui a pour effet de limiter la promotion des femmes (comme c'est le cas par exemple lorsque les stéréotypes sont utilisés comme critère du maintien ou du retrait d'une licence d'exploitation);
- Former les dirigeants des communautés religieuses de manière que les sermons soient plus sensibles à l'égalité entre les sexes;
- Promouvoir la participation des hommes aux soins des enfants et aux travaux domestiques afin que les femmes puissent se consacrer davantage aux possibilités qui leur sont offertes en matière d'éducation et d'emploi;
- Veiller à ce que les entreprises, de grande ou petite taille, appliquent les lois antidiscriminatoires en matière de recrutement, de grossesse, de salaires et de promotion (par exemple au travers de subventions offertes par le gouvernement, ou en posant les critères et conditions applicables au maintien ou autre retrait d'exploitation).